

Hausse des prix du gaz et de l'électricité : une crise partie pour durer ?

Les cours du gaz et de l'électricité ont atteint de nouveaux records cette semaine, confirmant une tendance qui dure depuis plusieurs mois et semble s'installer pour encore quelque temps.

Durée : 5 min

En France, le gouvernement a mis en place un bouclier tarifaire pour limiter la hausse des tarifs du gaz et une baisse des taxes sur l'électricité.

Thibault Marotte

Publié le 23/12/2021 à 18:50, mis à jour à 19:49

- Actualité économique

Les industriels auraient préféré un tout autre cadeau de Noël. Coup sur coup mardi, les cours du gaz et de l'électricité ont atteint un nouveau record en Europe. Le cours européen de référence TTF s'est envolé de 20% pour atteindre un prix de 175 euros le mégawattheure (MWh), soit un montant dix fois supérieur à celui d'il y a un an. Sur le seul mois de décembre, la hausse est de 90 %.

Le prix de l'électricité a dans le même temps explosé sur le marché européen. D'après les données de RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, le MWh a franchi la barre des 460 euros dans plusieurs pays, dont la France. Il y a encore quelques semaines, la moyenne tournait plutôt autour des 200 euros le MWh. Cela fait maintenant plusieurs mois qu'une crise de l'énergie inédite s'est installée, sans qu'il soit facile pour l'instant de dire quand elle va s'arrêter.

- **Pourquoi les prix du gaz et de l'électricité continuent-ils de flamber ?**

Une accumulation de facteurs explique ces hausses continues. "Il y a d'abord eu un choc de la demande. On a eu un désaccord entre une demande qui était très forte du fait de la reprise économique et une offre qui n'était pas au rendez-vous", explique Carine Sebi, professeure et coordinatrice de la chaire Energy for Society à Grenoble École de management. Nous sommes aussi dans une période particulièrement propice

à la consommation de l'électricité et de gaz : des pics de froid ont été enregistrés un peu partout en Europe ces derniers jours et l'hiver court jusqu'au 20 mars 2022. "En plus de la rigueur hivernale, il y a aussi le télétravail à prendre en compte. Les gens vont avoir plus tendance à chauffer leur logement en télétravail, ce qui de fait augmente la demande", note Carine Sebi.

A cela s'ajoute la crise diplomatique entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que les tensions autour du gazoduc controversé Nord Stream 2 reliant la Russie à l'Allemagne. L'Union européenne importe près de 60 % de l'énergie qu'elle consomme chaque année. Les pays européens sont particulièrement dépendants de la Russie pour le gaz (41,0 % des importations de gaz dans l'UE), suivie par la Norvège (16,2 %) et l'Algérie (7,6 %). Du fait de la situation avec Kiev, Moscou a réduit le transit de gaz passant par l'Ukraine. "L'approvisionnement russe se fait essentiellement sur des contrats de long terme dont la durée moyenne est de 15 ans et qui est conclu avec les principaux importateurs de gaz, dont Engie et RWE. Toute la question est de savoir à quel point la Russie honore les clauses liées à la sécurité de l'approvisionnement dans ces contrats", note Anna Creti, enseignante-chercheuse en économie à l'Université Paris-Dauphine.

La hausse des prix du gaz entraîne ensuite mécaniquement une hausse des prix de l'électricité en période hivernale. "Il y a une demande finale directe pour le gaz. Elle vient en partie de l'industrie et en bonne partie des usages thermiques. Et après il y a une source de demande des producteurs d'électricité avec les centrales à cycle combiné utilisant comme intrant le gaz", souligne Anna Creti. De plus, plusieurs centrales nucléaires sont actuellement à l'arrêt en France. Le nucléaire représente plus de 70 % du mix énergétique français. "Lorsque les centrales nucléaires sont à l'arrêt, il y a le besoin de réactiver les sources fossiles importées", rappelle Anna Creti.

• Quel impact pour les industriels et les particuliers ?

Les industriels sont les premières victimes de la hausse des prix de l'électricité et du gaz. "L'aciérie et la cimenterie sont des industries particulièrement consommatrices d'électricité. Une partie de leur consommation d'électricité est achetée au prix de l'Arenh (Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique), à 42 euros le MWh. Si elles doivent chercher le reste de l'électricité sur le marché européen, cela met en difficulté leur business", avance Carine Sebi.

Les premiers couperets sont déjà tombés ces derniers jours. Aluminium Dunkerque, la plus importante fonderie d'aluminium d'Europe a commencé à réduire sa production en fermant progressivement des cuves depuis début décembre. L'usine Nyrstar d'Auby, également située dans le nord de la France, la dernière à fabriquer du zinc en France, va se mettre à l'arrêt à partir du 2 janvier pour une durée d'au moins deux mois.

Pour les particuliers, plusieurs pays d'Europe ont pris les devants. En France, le gouvernement a mis en place un bouclier tarifaire pour limiter la hausse des tarifs du

gaz et une baisse des taxes sur l'électricité. "Le gel du tarif est une mesure d'urgence, tous les pays européens ont mis en place des systèmes pour contrer l'effet sur les consommateurs finaux. Certains ont choisi le biais fiscal en baissant la TVA par exemple ou encore mettant en place des subventions", rappelle Anna Creti. Mais jusqu'à quand ces mesures pourront-elles tenir ? "Dans un contexte de crise économique, cela a un sens. L'idée pour la France est de passer l'hiver et ensuite d'aller vers un processus de tâtonnement pour savoir comment ajuster les mesures", poursuit l'enseignante-chercheuse.

• Combien de temps pourrait durer la crise ?

Difficile de prévoir quand la crise de l'énergie va s'arrêter. Elle devrait en tout cas encore durer les prochains mois, au moins jusqu'à la fin de l'hiver. "Les prix que l'on regarde pour le gaz, ce sont les prix pour le lendemain, c'est-à-dire les prix à terme avec des contrats pour la livraison dans un mois ou trois mois qui sont à des niveaux excessivement élevés. Cela veut dire aussi qu'il y a une anticipation chez les producteurs et les traders que cette hausse est amenée à durer plus longtemps que prévu", analyse Anna Creti.

La période d'avril, où les températures seront plus douces, sera très attendue. "En avril c'est aussi la baisse de la demande pour l'usage thermique du gaz et de l'électricité. Cela va aider à ce que les choses rentrent dans l'ordre". Mais l'accalmie sera sans doute de courte durée pour les industriels et les consommateurs. Pour Anna Creti, les Européens vont devoir s'habituer à ces prix élevés : "Dans un monde où l'on veut baisser la consommation des énergies fossiles, on n'a pas d'autre choix que de voir les prix augmenter. Il faut prendre en compte cette perspective."

Thibault Marotte

Journaliste – Newsletter « Le Sept de L'Express »